

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

EESI POITIERS

Ce communiqué fait suite à une situation de crise qui s'installe depuis plusieurs années déjà dans nos écoles d'arts. Nous constatons le long processus de précarisation de l'enseignement et du domaine de l'art public ainsi que leurs répercussions à l'échelle nationale. Nos écoles dépérissent sous nos yeux. La possible fermeture de l'ÉSAD à Valenciennes en est un bon exemple.

À l'EESI, la conséquence la plus immédiate et la plus importante de cette dégradation est la potentielle diminution de la masse salariale. Si rien n'est encore acté, nous savons que plusieurs postes sont menacés sur le site d'Angoulême comme de Poitiers. Il est question du non-remplacement de quatre enseignant·es titulaires partant·es à la retraite. Mais également du non-renouvellement de plusieurs contrats. Nombre de professeur·es et de technicien·es risquent donc de perdre leur emploi à la rentrée de 2023. Quant à l'école, nous pouvons nous attendre à d'importants manques à venir en termes de pluralité et de qualité de l'enseignement. Cela n'est pas acceptable. Une question apparaît alors : L'école sera-t-elle capable de subsister dans ces conditions ?

Nous prenons la parole pour exprimer notre extrême inquiétude quant au devenir de nos écoles et de nos formations, mais aussi quant aux conditions de travail globales pour toust·es au sein de ces institutions. Nous ne considérons pas comme viable une école aux enseignements réduits et aux postes insécurisants. Le milieu de l'art fabrique des conditions de vie précaires. Une école défaillante renforcera cette précarité.

À Poitiers, la forte population étudiante dynamise et fait vivre la ville. Il est clair que la fragilisation, voire la fermeture de l'école priverait la ville d'un atout. De surcroît, cette menace apparaît au moment où la construction d'un nouveau bâtiment pour l'école, coûtant plusieurs millions d'euros, est engagée. Ces situations mettent en lumière la contradiction des politiques culturelles, et renforcent notre sentiment d'incompréhension.

Nous savons la chance que nous avons de pouvoir étudier dans ces établissements publics. La plupart d'entre nous n'auraient jamais pu prétendre à un enseignement supérieur d'art en dehors du système public. Nous entendons qu'il n'y a plus d'argent pour nos établissements, que nous avons les mains liées. Notre direction nous dit que les solutions s'amenuisent. Voilà 12 années que les financements accordés à notre école n'ont pas évolué, et ceci face au coût de la vie toujours croissant. Mais nous savons une chose : l'argent est là. Seulement il n'est pas distribué à la culture.

Nous savons que cette problématique s'étend plus généralement au secteur de l'enseignement supérieur, et à bien d'autres du système public. Qu'en sera-t-il dans 10 ans ? L'accès aux enseignements supérieurs d'art passera-t-il uniquement par le privé ? Le monde de l'art sera-t-il gentrifié, encore plus qu'il ne l'est déjà ? De quels horizons et de quelle société seront issues les artistes de demain ? Nous le réaffirmons, l'accès à la culture ne doit pas, ne peut pas, être un luxe.

Nous savons que l'État n'est pas le seul engagé et que nous aurons à dialoguer avec la région, la commune et bien d'autres acteur·es. Préserver notre école, commencera par préserver ses enseignant·es, ses technicien·es. Nous sommes certains qu'il existe des solutions et sommes déterminés à aller les chercher. Nous avons la volonté de faire connaître nos problématiques, de faire entendre notre soutien au personnel de l'école, à notre école, comme à toutes les écoles d'art de France. Nous vous proposons un premier état des lieux dans ce communiqué. D'autres suivront.

Nous, étudiant·es en arts, sommes prêt·es à nous mobiliser pour nos écoles publiques et les valeurs qu'elles portent.